

L'engagement des citoyens en faveur de la transition écologique et citoyenne et des alternatives sociales

Article rédigé le 5 mai 2014 par Fanny Viry, coordinatrice de la recherche et de la formation à Anciela.

Entretiens réalisés par Camille Milano, Ariane bureau, Miléna Cazin, Manon Demars, Guillaume Noir de Chazournes, François Pillard, Valérie Gelpe, Hélène Tilly et Axel Cimiterra.

Introduction

Au sein des milieux associatifs et militants, courants sont les questionnements relatifs à l'état et à l'actualité des engagements citoyens. Certaines structures et collectifs soulignent avec regret le vieillissement de leurs instances de gouvernance, d'autres peinent à proposer aux recrues potentielles des cadres d'engagement enrichissants et adaptés à leurs contraintes respectives. En résulte le sentiment courant chez beaucoup de dirigeants associatifs que l'engagement citoyen serait en berne. Ce dernier se voit renforcé par nombre d'observateurs dénonçant la montée de l'individualisme et la désaffection de notre société pour le politique et la chose publique.

Pourtant, les indicateurs quantitatifs issus d'études menées par de grandes associations viennent contredire le pessimisme d'un certain nombre de bénévoles ou de militants. Ainsi, l'étude menée par France Bénévolat en 2013 tend à montrer une nette augmentation du bénévolat depuis 2010¹. Elle souligne par ailleurs le rajeunissement des bénévoles, la féminisation des structures et la moindre influence du niveau de formation dans le choix de donner son temps. Plus marquante, une évolution des formats d'engagement apparaît et pourrait venir nourrir notre réflexion. Le bénévolat, plus ponctuel, qualifié de « *direct* », de « *proximité* » ou « *informel* » serait en augmentation constante *a contrario* de celui des organisations politiques ou syndicales.

¹ FRANCE BENEVOLAT, *La situation du bénévolat en France en 2013*, Rapport, Paris, 2013, p 7.

De même, l’effervescence des milieux associatifs et alternatifs grand-lyonnais en faveur de la transition écologique et citoyenne et de la solidarité donne à voir un dynamisme et une évolution peu relayés dans les médias traditionnels. L’association Anciela se veut à la croisée de ces questionnements et de ces évolutions. Engagée en faveur d’une citoyenneté active face aux défis du développement durable, elle accompagne des personnes –seules ou rassemblées en collectif- à imaginer et à porter des projets citoyens ou des mesures publiques sur ces thématiques. Cette volonté de soutien vis-à-vis des initiatives citoyennes a rendu impérative une compréhension plus fine des formats et des ressorts de l’engagement. Il s’agissait pour nous d’observer comment se construisent les trajectoires des citoyens engagés, quels étaient leurs déclics, leurs motivations, leurs difficultés et leurs rapports au Politique et à l’Action Publique.

Afin de pouvoir comprendre et décrire cette réalité sociale, 74 entretiens semi-directifs ont été menés auprès de citoyens engagés dans la sphère du développement durable et de la solidarité. Aucun format d’engagement (associatif, politique, informel ou syndical) n’a été *a priori* privilégié. L’objectif était davantage d’aborder la question de manière non normative. Il est néanmoins certain que l’utilisation de la notion même d’ « engagement » a exclu de fait des personnes ne se reconnaissant pas sous ce vocable, alors même que nous les aurions qualifiées comme telles.

Format d'engagement	Nombre d'entretiens	Pourcentage
Collectif/informel	7	9%
Politique	7	9%
Associations	38	51%
Conseil de quartier	2	3%
Pluri	15	20%
Pro engagés	5	7%
Total	74	100%

Tableau 1 : Récapitulatif des entretiens effectués.

Suite à la phase d’entretiens, des groupes de travail, constitués d’acteurs associatifs et publics, d’étudiants et de chercheurs, ont été organisés afin de produire une analyse partagée des discours recueillis.

Ainsi a été constituée une matière qui vient questionner les pratiques des associations, des collectifs, des partis politiques ou même des collectivités territoriales. Nous nous

proposons de la restituer en mettant en valeur les enjeux à travailler, de manière à soutenir et à favoriser l'engagement citoyen.

Dans un premier temps, nous nous attacherons à décrire et à interroger la pluralité et la diversité des formats d'engagement. Ensuite, nous chercherons à montrer au fil de quelles étapes se construisent les trajectoires d'engagement citoyen. Enfin, il s'agira de mettre le focus sur les rapports que les citoyens engagés entretiennent vis-à-vis du politique et de l'Action Publique. En filigrane, c'est bien la question de la répartition des rôles entre citoyens, élus et Action Publique dans la conduite du changement qui sera posée.

I. La pluralité et la diversité des formats d'engagement citoyen en question

Analyser les trajectoires d' « engagement citoyen » implique de délimiter, et donc de caractériser, ce qui peut être qualifié comme tel. La citoyenneté est entendue, dans le cadre de notre étude, comme l'un des rôles sociaux tenus par les individus au sein d'un territoire ou d'une société. Elle ne renvoie pas à une dimension juridique, fondamentalement liée à la nationalité.

Être citoyen d'un territoire, d'un pays, du monde, c'est participer à la construction, à la transformation ou à la conservation de ce territoire, de ce pays ou de ce monde. L'engagement citoyen renvoie donc au fait de porter et de défendre des systèmes de valeurs et des projets avec, en filigrane et de manière plus ou moins affichée, le souhait de faire advenir une cause, une vision du monde et d'incarner le bien commun.

A. Diversité des groupes et diversité des rapports au groupe

Si les engagements citoyens ont pour point commun leur participation à la construction de la société, ils peuvent renvoyer à des réalités et des modes de structuration extrêmement variés qu'il s'agit de caractériser.

Il est tout d'abord possible de distinguer les engagements en fonction des espaces sociaux au sein desquels ils s'inscrivent.

La plupart des formats d'engagements *a priori* socialement reconnus comme tels s'inscrivent dans la sphère publique : bénévolat associatif, militantisme politique, implication dans des collectifs informels et syndicalisme... D'autres engagements se vivent et s'expriment à l'intérieur de la sphère privée, dans le cadre amical ou familial, de manière complémentaire

voire alternative aux premiers. Ainsi, sont évoqués par les enquêtés les prises de position politiques tenues au cours de repas familiaux, la diffusion d'informations ou d'articles via les réseaux sociaux, les choix d'éducation, etc... Le point commun entre ces deux catégories d'engagement (sphères publique et privée) réside dans la prise de risque qu'ils représentent pour les citoyens concernés. Ceux-ci s'exposent *de facto* au regard d'autrui, cherchent à convaincre ou à porter témoignage d'actions ou de réflexions alternatives.

La diversité des engagements est également perceptible à travers la pluralité des rapports au collectif entretenus par les citoyens considérés. Quel rapport au groupe implique l'engagement ? Les propos d'une enquêtée, pourtant très impliquée dans plusieurs associations, permettent de cerner avec finesse une des questions sous-jacentes :

« Je me dis « Est-ce que c'est vraiment un engagement quand il suffit que quelque chose ne m'aïlle plus pour que je m'en aille ? ». [...] Je ne me sens pas engagée puisque je me sens libre de ne plus m'engager ou alors c'est un engagement nomade ».²

La question du rapport au collectif a été très travaillée par les sociologues de l'engagement et éclaire notre réflexion. L'étude des trajectoires des individus rencontrés confirme la coexistence, au sein des structures et des trajectoires individuelles, de ce que le sociologue Jacques Ion a qualifié d'engagements « post-it » (ponctuel, circonstancié, attaché plus à un projet qu'à une structure), « timbre » (sur le temps long) ou affiliés (lié à un groupe d'appartenance fort).³ Ils traduisent des rapports plus ou moins lâches au groupe. Il est possible de faire l'hypothèse de ressorts d'engagement différenciés en fonction de ces trois modes d'engagements.

Par ailleurs, il est nécessaire d'observer la diversité et la pluralité des engagements au sein des carrières d'engagement des individus. Cette attention permet d'éviter les tentations de partage de la société entre « engagés » et « non engagés ». Au cours de leur existence, les individus identifient des périodes au cours desquelles leur citoyenneté était plus ou moins incarnée. Par-delà les jugements de valeurs peu fertiles, cela permet d'identifier les temps de la vie plus ou moins propices à des implications hors sphère familiale et professionnelle. Des

² Entretien E25.

³ ION JACQUES, *S'engager dans une société d'individus*, Jacques Ion, Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 2012, pp. 1-214.

sociologues ont qualifié ces évolutions de « disponibilité biographique »⁴. Aussi, interroger les citoyens sur leur trajectoire d'engagement permet d'approcher les contraintes et les freins d'autres personnes plus éloignées de ces réalités.

La confrontation et la rencontre des grands modes d'engagement et des récits de vie nous permettent de formaliser des grands idéaux-types de trajectoires d'engagement. Ces derniers n'ont aucune prétention à l'exhaustivité. Ils ont davantage vocation à illustrer la pluralité des trajectoires observées.

1. Trajectoire 1 : Un système de valeurs, différents formats d'engagement

Dans le cadre de notre étude, il s'agit de citoyens présentant une trajectoire homogène et structurée, au cours de laquelle ils déclinent des principes et des systèmes de valeurs proches dans divers formats d'engagement. L'exemple type serait le militant CFDT, catholique de gauche, adhérent au Parti Socialiste, et participant régulier des instances de démocratie locale.

Cet idéal-type se rapproche de la figure du « militant professionnel », décrite par Pierre Martinot-Lagarde et Bertrand Hériard Dubreuil⁵, ou de celle du « militant affilié » de Jacques Ion⁶. **Le militant professionnel renvoie à la figure du syndicaliste caractérisée par la constance de son engagement. Sa carrière est marquée par une prise de responsabilité en interne et à travers les niveaux régionaux et nationaux. Une part des militants concernés adhère de manière individuelle à des partis politiques au positionnement proche.**

2. Trajectoire 2 : Des concepts anglo-saxons, une réappropriation locale

Les initiatives en faveur de la transition écologique sont marquées par l'influence de mouvements informels issus de pays anglo-saxons. Un nombre notable de citoyens rencontrés se sont ainsi réapproprié localement des actions ou des modes de fonctionnement préexistants. Souvent étudiants ou jeunes actifs, ces citoyens présentent un rapport plus

⁴ MATHIEU Lilian, 2013, Engagement associatif, militantisme politique : entre parcours individuels et évolutions structurales, Communication proposée lors du Festival Mode d'Emploi, Journée « L'infra-politique : une autre manière de faire de la politique ».

⁵ MARTINOT-LAGARDE Pierre et HERIARD-DUBREUIL Bertrand, « De nouvelles formes d'engagement », Revue Projet, 2008, p.2.

⁶ ION JACQUES, *S'engager dans une société d'individus*, Jacques Ion, Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 2012, pp. 1-214.

distancié au groupe et contestent fréquemment le discours idéologique et culpabilisateur des militants.

Des modes d'engagement, tournés vers l'action, sont mobilisés dans une logique de réappropriation de l'espace public. Si ces actions sont souvent perçues comme innovantes, leur caractère inédit doit être nuancé. Elles s'inscrivent en effet dans la lignée d'interventions de même type menées par les Nouveaux Mouvements Sociaux⁷ ou par des collectifs de tradition libertaire.

Les Incroyables Comestibles font partie de ces mouvements créés Outre-Manche et repris par des citoyens français. Leur action consiste à installer des bacs dans l'espace public dans lesquels les habitants peuvent planter et cueillir librement des plantes comestibles.

La Disco Soupe est un autre de ces mouvements citoyens. Ses objectifs sont de lutter de manière ludique contre le gaspillage alimentaire et de favoriser une réappropriation de l'espace public par les citoyens. Les participants récupèrent des produits jetés par les magasins et les cuisinent dans l'espace public en musique. Les plats, essentiellement de la soupe et des smoothies, sont distribués aux passants.

3. Trajectoire 3 : Création et portage d'initiatives

Une minorité des citoyens rencontrés n'a rejoint aucun cadre ou structure préexistants. Ils ont plutôt fait le choix de créer et de porter des projets autour desquels s'agrègent des individus intéressés par ceux-ci. Être à l'initiative d'un projet favorise une appropriation personnelle de la réflexion et la liberté des porteurs. A ce titre, la création est un réel levier d'engagement.

Ces initiatives se structurent de manière diverses : associations, entreprises sociales, SCOP... Si certains créateurs gardent une place centrale dans la mise en place et la réalisation du projet, d'autres le confient à des personnes de confiance et s'en détachent.

⁷ Les Nouveaux Mouvements Sociaux renvoient à de nouvelles modalités d'action politique apparues au cours des années 70-80. Les NMS se situaient en rupture du militantisme traditionnel incarné par les partis politiques et les syndicats. Alors que ces derniers avaient essentiellement investis la question de la production économique et des conditions de travail, les NMS ont investi de nouvelles thématiques : écologie, féminisme, régionalisme...

4. Trajectoire 4 : L'engagement par grappes

En étudiant les trajectoires d'engagement de citoyens, il apparaît clairement que l'engagement appelle l'engagement. La démultiplication par un même individu des lieux et des structures d'engagement s'explique par trois phénomènes distincts :

- *L'intérêt thématique.* Lorsqu'un individu s'engage dans une structure pour répondre à son intérêt pour une thématique, il fait nécessairement connaissance d'un milieu et d'autres initiatives qui agissent sur des sujets proches. Il est donc fréquent d'observer des citoyens s'engager progressivement et simultanément dans ces autres projets.
- *Le service d'un projet.* D'autres citoyens choisissent d'être présents dans différentes instances, réseaux, collectifs afin de servir un engagement principal et leur vision des choses.
- *La cooptation.* Une part notable des citoyens engagés sont présents simultanément dans différentes instances de gouvernance ou structures. La multiplication de leurs activités s'explique par la reconnaissance par d'autres d'un engagement précis. Le citoyen, perçu comme compétent, fiable et riche d'expériences, est sollicité pour prendre des responsabilités dans de nouvelles structures.

5. Trajectoire 5 : Professionnalisation de l'engagement et professionnels engagés.

Les entretiens donnent ensuite à voir une perméabilité entre vie professionnelle et engagements citoyens. Nombre d'individus font le choix d'une carrière en conformité avec leurs valeurs et leur vision de la société. La professionnalisation de leur engagement permet aux personnes concernées d'éviter la mise en concurrence de différentes facettes de leur vie (travail, citoyenneté, vie familiale).

Des salariés d'associations montrent *a contrario* comment leur travail les a conduits à s'engager davantage. Ils expliquent cela par une connaissance plus fine des enjeux et des initiatives en présences.

6. Trajectoire 6 : L'engagement en fonction des disponibilités biographiques

Un nombre notable de trajectoires est caractérisé par une variation considérable de l'intensité et des formes d'engagement en fonction des différents temps de la vie. Si

l'engagement est fort au cours des études et à l'arrivée à la retraite, il réduit de manière importante au plus fort de la vie familiale et professionnelle.

Si, à la lumière des idéaux-types, la diversité des engagements citoyens est manifeste, il paraît intéressant de voir comment les perçoivent les principaux concernés. Comment les enquêtés expliquent-ils leur choix de s'engager ? La pluralité des formes d'engagement correspond-elle à des motivations et à des recherches de sens différentes ?

B. Une pluralité d'engagements avec des systèmes de justification proches.

Malgré la diversité incontestable des formats d'engagement et des trajectoires individuelles, il est intéressant de noter que les systèmes de justification mobilisés par les citoyens (motivations et sens donné à leurs engagements) sont proches les uns des autres, quelles que soient les expériences considérées. La même homogénéité peut être constatée entre des citoyens présentant des engagements ponctuels ou de plus long terme.

La plupart des enquêtés expliquent leurs engagements par un attachement à des valeurs, par le souhait de se mettre en cohérence vis-à-vis de celles-ci et par la volonté de participer à un changement de société. Si ce souhait de transformation sociale ne semble pas étonnant de la part de militants politiques, son évocation par des bénévoles impliqués dans des projets sectoriels et précis était peut-être plus inattendue. Dans leurs cas comme dans celui des militants, il n'est cependant pas fait état d'une stratégie censée transformer l'expérience immédiate de l'engagement (« J'installe des nichoirs à oiseaux pour préserver la biodiversité », « Je mène des actions de sensibilisation », « j'organise des maraudes pour venir en aide aux sans-abris », « je milite dans un parti politique ») en une société espérée. La stratégie censée permettre d'atteindre un objectif final est absente des discours, comme les ponts entre le court terme et le long terme.

De même, et cela nous semble lié, la conflictualité avec des entités extérieures au collectif est très peu évoquée. Les citoyens rencontrés ne disent pas se battre contre le capitalisme, une classe sociale, une idéologie politique... Les engagements sont présentés de manière positive : « Je m'engage pour le développement durable », « Je m'engage pour une société plus solidaire et plus juste ».

Si les différents formats d'engagement sont caractérisés par un socle commun de justification, il est également possible d'observer des motivations complémentaires propres à chacun d'entre eux. Les citoyens engagés dans la sphère associative expriment très fréquemment leur besoin d'être utile à une structure et de répondre à un besoin ou une demande. L'interpellation de citoyens par des associations est ainsi déterminante dans beaucoup de trajectoires. Elle est perçue par les individus comme une reconnaissance *a priori* de ce qu'ils pourraient apporter à un groupe.

Les citoyens engagés dans des collectifs informels insistent sur le caractère central des relations humaines et des affinités relationnelles dans la construction de leur trajectoire. Ils ajoutent – cela peut paraître contradictoire- que le choix d'un engagement informel s'explique par sa dimension flexible et par la faiblesse des liens avec le collectif.

Dans leur cas, la conversion complète à une cause s'effectue fréquemment dans un second temps. Cela ne signifie pas pour autant que les citoyens concernés n'avaient pas une sensibilité préalable à l'égard de la thématique considérée. Par ailleurs, les citoyens impliqués dans des collectifs informels font le choix d'un format d'engagement qui leur paraît *a priori* plus souple et plus léger. Cela atténuerait leur crainte d'être jugés dans leur niveau d'engagement et d'être attachés à une structure sur un temps long.

Nous avons souligné la diversité des formats d'engagement en faveur de la transition écologique et de la solidarité. Celle-ci tient tant des modes de structuration des groupes que du rapport entretenu par les citoyens à leur égard. Malgré cette pluralité apparente, il apparaît qu'un socle commun de motivations et de sens peut être identifié. Afin de comprendre comment le choix d'un format ou d'un groupe s'effectue, il s'agit de comprendre comment se construisent les trajectoires individuelles.

II. La construction des trajectoires d'engagement.

L'étude des trajectoires individuelles permet de tirer différents constats riches d'enseignements pour toute structure ou institution qui souhaiterait mieux les accompagner. Il est d'abord possible d'identifier des étapes présentes dans la grande majorité des récits de vie. De même, l'évocation des difficultés, des freins et des stimuli liés à l'engagement donnent

à voir avec plus d'acuité la réalité de ces expériences. Enfin, il est important d'évoquer comment l'engagement enrichit et construit les citoyens.

A. Des étapes identifiables dans les trajectoires d'engagement citoyen

Il est possible d'identifier deux grandes étapes dans la construction des trajectoires d'engagement : les déclics qui amorcent l'engagement ; l'intégration dans un groupe et l'identification à celui-ci.

a) Des déclics ou des ruptures de vie qui amorcent l'engagement

Nous avons fait l'hypothèse de l'existence de déclics rythmant les trajectoires d'engagement citoyen. Nous les avons pensés comme des ruptures, plus ou moins importantes et vécues comme telles, qui amèneraient les citoyens à se repositionner dans leur espace social et à questionner leurs identités individuelle et collective. Il est important de noter que l'identification de déclics n'a pas été simple pour les citoyens rencontrés. Une part d'entre eux dit ne pas avoir connu d'éléments déclencheurs et rapportent une trajectoire qui se serait construite graduellement. D'autres précisent que les éléments évoqués n'ont pris sens que sur le long terme, après relecture et analyse de leur parcours.

Il est néanmoins possible d'identifier dans leur discours des séries d'expériences qui ont été sources de déclics émotionnels ou cognitifs. L'étude des trajectoires montre que ces deux types de déclics peuvent être distincts mais sont fréquemment liés. Dans ce cas, ils se nourrissent mutuellement. La seule émotion se révèle souvent fugace et s'affaiblit avec le temps. L'émotion peut ensuite constituer un terrain propice à un déclic cognitif : le citoyen ébranlé se met dans une posture de recherche afin d'identifier les causes d'une situation donnée.

La première grande série d'expériences générant des déclics est celle de l'altérité. Les exemples les plus récurrents résident dans l'évocation du voyage ou d'expériences de vie à l'étranger. Le départ conduit le citoyen à s'extraire de son quotidien et à en faire le bilan. Il l'amène également à découvrir des modes de pensée, d'organisation et de faire qui lui confirment qu'un « autrement » est possible. Il est aussi l'occasion d'une prise de conscience de sa propre autonomie et de sa capacité d'action. Plus spécifiquement, la découverte d'autres systèmes universitaires semble déterminante pour les étudiants qui en ont fait l'expérience. Elle leur permet d'expérimenter des exigences et des attentes différentes de la

part de leurs professeurs : parler en son nom et construire une pensée critique personnelle. Cette capacité est mise en action *a posteriori* dans le cadre de leur engagement.

Finalement, l'expérience de l'altérité, qui pourrait être source d'incertitudes, conduit plutôt les citoyens à se repositionner dans l'espace social et à repenser leurs rôles à l'intérieur de celui-ci.

Ensuite, la rencontre d'autres citoyens engagés tient une place fondamentale dans la construction des trajectoires d'engagement. Par « citoyens engagés », nous faisons référence à des personnes proches et accessibles, bien plus qu'à des icônes ou des modèles lointains qui inhibent. Ces rencontres conduisent à des phénomènes d'identification où des individus se sentent soudain capables de se projeter dans une expérience qui se révèle accessible à des semblables.

Par ailleurs, l'expérimentation du groupe –quel qu'il soit- par des citoyens se révèlent déterminante dans la construction d'une trajectoire d'engagement. La référence aux mouvements sociaux lycéens et étudiants est par exemple très présente. Peu importent les résultats obtenus, ils sont l'occasion pour les jeunes concernés de faire l'expérience du groupe, des réflexions et des décisions communes, de la prise de parole en public et finalement d'un pouvoir potentiel :

« C'est très important : le premier engagement, c'est comme la pierre angulaire. Quand tu vois qu'on a réussi à bloquer le lycée et que ça ne s'était jamais produit, que le directeur était complètement désemparé, qu'en Ardèche, il n'y avait pas de CRS, au pire il y a deux flics en scooter... [...] On a tout appris nous-mêmes. C'était tellement nouveau, on était entre nous. Moi, j'ai un peu découvert la vie et l'autogestion. Quand tu vois ça, tu te dis « on a du pouvoir, c'est génial ». »⁸

Les mouvements sociaux lycéens et étudiants sont présentés comme des temps de formation politique et militante accélérée. Les savoirs et les compétences développés sont ensuite réinvestis dans le cadre d'engagements futurs.

Enfin, nous pouvons constater que, pour une grande partie d'entre eux, les nouveaux engagements sont pris à des temps de la vie et dans des contextes particuliers. Les ruptures de vie (études, entrée dans la vie active, retraite, déménagement, rupture sentimentale) leur sont particulièrement propices. Elles conduisent les citoyens à faire le bilan, à choisir et à

⁸ Entretien E33.

recomposer leur quotidien. L'engagement est également un moyen de rencontre de personnes aux sensibilités et aux intérêts proches.

Le déclic est qualifié comme tel lorsqu'il conduit au changement et au repositionnement du citoyen. Comment s'effectue donc sa transformation ?

b) Intégrer un groupe et s'identifier à celui-ci

Le déclic n'est pas l'action : il constitue plutôt un terrain favorable à l'engagement. Pour qu'un citoyen prenne le risque de cette transformation, un cadre de réalisation est le plus souvent nécessaire. La prise de risque est plus facilement acceptée et dépassée lorsqu'une structure sollicite un individu et l'amène à se définir comme son semblable.

L'un des enjeux de tout collectif (associatif, politique, informel) réside donc dans l'accueil et l'intégration de citoyens au terrain propice, ou sensibles aux causes défendues et aux projets portés. Le lieu d'engagement n'est pas forcément choisi, au sens propre du terme, par les citoyens. L'évocation du « hasard » ou des « opportunités » est fréquente. Elle laisse à penser que le collectif intégré est celui qui aura su solliciter le citoyen au bon moment et lui proposer un cadre d'engagement épanouissant et faisant sens pour lui.

L'arrivée d'individus dans des collectifs préconstitués est un processus complexe. Elle implique la découverte par les arrivants de la culture, des projets et des modes de fonctionnement du groupe. Leur intégration implique d'abord une initiation, voire une conversion à un système de valeurs. Ces dernières, comme la potentielle mise en récit du collectif, ne signifient pas pour autant l'endoctrinement et la mise au pas des intéressés. Elles doivent plutôt permettre à chacun d'avoir conscience de ce qui « fait groupe ». Enfin, l'intégration n'est permise que par la construction d'une relation de confiance réciproque entre un individu et un groupe. La confiance est ce qui permet à l'individu de se définir comme « membre » ou « engagé » dans une structure et à cette dernière de le considérer comme une partie prenante qui ne viendra pas la menacer de manière fondamentale. Il faut préciser que l'intégration dans des collectifs informels n'est pas nécessairement plus simple. Ces derniers sont souvent caractérisés par une culture, des codes et des modes de fonctionnement fréquemment implicites et donc moins facilement identifiables.

Naturellement, la description de tels processus pose la question de la rigidité de ces cadres et de la place laissée à la créativité et à l'initiative des citoyens entrants. Une part

notable des citoyens rencontrés critiquent la fermeture des milieux militants. Dans les faits, la tension est permanente entre des besoins divers : permettre à une structure de se renouveler pour favoriser sa vitalité et sa viabilité tout en préservant son identité, permettre à des nouveaux venus de redéfinir partiellement le collectif en apportant leurs envies, leurs expériences et leurs réflexions. La difficulté à trouver un équilibre conduit un certain nombre de citoyens à créer et porter des initiatives sans cadre préexistant.

L'entrée dans un groupe (parti, syndicat, association...) ne signifie pas que les citoyens entretiennent un rapport semblable vis-à-vis de celui-ci. Les engagements varient notamment dans leur durée. Celle-ci dépend –entre autres- des difficultés et des stimuli rencontrés au fil des expériences et des projets.

B. Difficultés et stimuli au sein des trajectoires d'engagement

Un certain nombre de difficultés communes sont rapportées par les citoyens, tous formats d'engagement confondus. Ces difficultés ont des conséquences variables sur les trajectoires d'engagement. Elles peuvent être sources de démotivation, de fatigue, voire – dans des cas plus extrêmes- de retrait et d'abandon du groupe. *A contrario*, certains stimuli leur permettent de continuer leur engagement, malgré les points de blocage ou les difficultés.

Les discours des citoyens sur les freins et les stimuli rencontrés dans leur engagement semblent *a priori* paradoxaux. Les stimuli et les freins à l'engagement représentent bien souvent deux facettes, l'une positive et l'autre négative, d'un même enjeu.

En premier lieu, la question de la reconnaissance et de la valorisation des engagements citoyens est centrale. Elle renvoie à deux niveaux distincts : la reconnaissance du temps donné et des efforts fournis au sein du groupe ; la reconnaissance sociale extérieure à la structure (par la population, les institutions, les élus). Une part notable des personnes rencontrées disent se sentir très peu valorisées voire incomprises dans leur engagement, alors même que cette rétribution symbolique est implicitement attendue. L'absence continue de reconnaissance et de valorisation peut devenir un réel facteur de démotivation pour des citoyens engagés, alors qu'elles pourraient représenter un formidable levier d'action. Ce constat est à mettre en lien avec une des motivations centrales d'une part des citoyens : l'envie d'être utile à un groupe, de répondre à un besoin. La reconnaissance est un des médias

par lequel le citoyen peut prendre conscience de l'impact que son investissement a sur le groupe et dans la réalisation des projets.

Les relations humaines vécues au sein des groupes (partis, associations, collectifs...) sont décrites avec cette même ambivalence. Les affinités personnelles, les liens tissés avec d'autres citoyens engagés, la loyauté vis-à-vis du groupe sont autant d'éléments qui permettent de maintenir un engagement malgré l'usure. Pourtant, la gestion interne de ces mêmes groupes se révèle compliquée voire éprouvante pour les personnes rencontrées. Elle est vectrice de prise de recul et de rupture dans certains cas.

Le problème de la gouvernance des différentes structures considérées est omniprésent. Dans le cas spécifique des associations, la coexistence d'une variété de statuts en leur sein (salariés, bénévoles, volontaires en Service Civique) s'avère complexe à gérer. Des interrogations génériques sont présentes en filigrane : Comment répartir les tâches entre eux ? Quelles compétences et quel niveau d'engagement peut-on attendre de chacune de ces catégories ? Quel rôle jouent-elles dans la prise de décision ? Les associations et les citoyens souhaitant maintenir un bénévolat actif sont confrontés à des points de blocage difficiles à résoudre : les craintes des salariés, la distance entre les membres du bureau et les autres bénévoles, la méfiance des institutions vis-à-vis de bénévoles perçus comme peu fiables ou incompetents. Donner une place aux bénévoles implique d'être en capacité de définir des cadres d'engagement au sein d'un collectif donné. Ces derniers doivent s'inscrire dans un équilibre subtil entre besoins et enjeux du groupe et envies et contraintes des bénévoles considérés.

La proposition de tâches et de missions adaptées aux citoyens devrait être étroitement liée à un dernier enjeu fondamental : la transmission de savoirs et le développement de compétences au sein des différentes structures. Les apprentissages effectués à travers les expériences d'engagement représentent un stimulus important. Néanmoins, la formation est très peu prise en charge par les associations ou les collectifs. Le développement de savoirs ou de compétences s'effectue davantage grâce aux expériences vécues. Le sentiment de ne pas être assez accompagné ou de se sentir mis en difficulté est fréquent.

C. Le développement du pouvoir d'agir citoyen à travers l'engagement

S'intéresser aux savoirs et aux compétences acquis au cours de ces trajectoires permet de commencer à envisager comment les citoyens sont transformés par celles-ci. De manière générale, il apparaît que les différents formats permettent le développement du pouvoir d'agir citoyen, décrit dans la littérature anglo-saxonne sous le nom d' « *empowerment* ». Ce dernier renvoie au processus par lequel des citoyens et des collectifs prennent conscience de leur légitimité à participer à la construction de la société. Elle est étroitement liée à un processus de capacitation individuelle et collective au cours duquel les individus et les groupes développent des compétences leur permettant de peser de manière effective sur leur territoire ou leur société. Cette montée en compétences est d'ailleurs une motivation fréquente chez les personnes rencontrées. Les étudiants engagés expriment aussi leur besoin de traduire leurs savoirs en actions.

A travers le discours des enquêtés, il est possible de distinguer différentes dimensions au pouvoir d'agir citoyen. Elles correspondent à des typologies formalisées par des universitaires ou des professionnels ayant travaillé sur la question de l'empowerment.⁹

Au cours de leurs engagements, les enquêtés développent tout d'abord des savoir-faire, des compétences et des savoir-être *individuels*. Les plus évoqués d'entre eux sont la prise de parole en public, l'argumentation et les capacités d'organisation et de gestion du temps. Ces derniers permettent aux citoyens de développer une image positive d'eux-mêmes, de prendre conscience de leurs propres potentiel et légitimité d'action, et d'impacter un environnement donné.

Ensuite, nous pouvons mettre en lumière la dimension *interpersonnelle et relationnelle* du pouvoir d'agir, c'est-à-dire la capacité des individus à « agir sur » ou « agir avec » et *in fine* à s'inscrire dans une démarche collective. A travers leurs engagements, les citoyens apprennent de manière progressive à s'organiser entre eux, à mettre en place une gouvernance appropriée, à se positionner avec finesse dans un contexte d'interactions précis. Par exemple, certains citoyens rencontrés décrivent leur capacité à comprendre la culture et les enjeux des acteurs publics, et donc à mobiliser des codes et un langage qui permettent de peser effectivement sur eux.

La dernière dimension du pouvoir d'agir citoyen est *politique*. Elle renvoie à la capacité des individus et des groupes à penser et à mener des actions destinées à changer la société.

⁹ BACQUE Marie-Hélène et BIEWENER Carole, *L'empowerment. Une pratique émancipatrice*, Paris, La Découverte, 2013, pp.21-31.

L'observation du discours laisse penser que la dimension politique serait la moins présente chez les personnes rencontrées. Nous l'avons dit, la stratégie globale et le chemin vers l'objectif politique final sont peu lisibles dans le discours des individus rencontrés, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils soient inexistantes.

Le développement du pouvoir d'agir citoyen à travers l'engagement est manifeste lorsque l'on étudie les trajectoires individuelles. Par-delà l'énumération des compétences et des savoirs acquis, il est clair que pour beaucoup de citoyens, l'engagement appelle l'engagement, au sens où l'expérience de l'engagement permet à des citoyens de se sentir capables de la réitérer ou de la démultiplier. La confiance accordée par un groupe à un individu, comme la reconnaissance de son implication, de sa réflexion et de ses réalisations sont des leviers importants dans le développement du pouvoir d'agir de la personne considérée.

Il est donc important de questionner le rôle des associations, des collectifs et des partis dans le développement du pouvoir d'agir de leurs membres. Selon les personnes rencontrées, les structures seraient peu impliquées dans l'accompagnement de leurs membres. Il n'y aurait pas ou peu de temps et d'outils de transmission de savoirs et de compétences en interne. Le développement de ces derniers par les membres serait davantage le fait d'une expérimentation progressive et de tâtonnements. Un tel fonctionnement implique que les membres de la structure acceptent et se révèlent capables de dépasser seuls les difficultés. L'une des pistes à envisager pour soutenir l'engagement citoyen serait un accompagnement voire une formation sur des points précis qui posent problème de manière récurrente. Les plus évoqués par les citoyens rencontrés sont les suivants : la comptabilité, la gestion des relations humaines, le fonctionnement et le langage des institutions, la communication et les méthodes d'implication et de participation.

Le développement du pouvoir d'agir observé au fur et à mesure des trajectoires montre qu'il est important de se préserver de toute représentation figée des capacités d'un citoyen ou d'un collectif. Il est nécessaire de leur donner les moyens et le temps d'évoluer de manière à contribuer plus activement à la construction de la société.

Considérer le citoyen comme un auteur et un acteur du changement de société implique de questionner son rapport au politique et à l'Action Publique.

III. Rapport à l'Action Publique et au politique

En préambule, il est nécessaire de souligner chez une part non négligeable des enquêtés une confusion entre les notions d' « Etat », de « Collectivités Territoriales », d' « administration », et de « politique ». Cela se traduit notamment par un mélange dans les compétences de chaque échelon territorial ou des acteurs considérés. Nous tâcherons néanmoins de donner à voir leurs rapports vis-à-vis de l'Action Publique et du politique. Ensuite, nous montrerons comment sont envisagés les rôles des différentes parties prenantes dans la conduite du changement.

A. Le rapport des citoyens engagés à l'Action Publique et au politique

S'il était possible de souligner l'homogénéité importante des systèmes de justification de l'engagement, il n'en est pas de même du rapport à l'Action Publique ou au politique des personnes rencontrées. Schématiquement, la fracture se situe entre les structures entretenant des relations partenariales avec des acteurs publics et celles sans liens spécifiques avec eux. Par ailleurs, une analyse fine des représentations nécessite de distinguer l'Etat Central et les Collectivités Territoriales.

Ainsi, les bénévoles d'associations et les citoyens aux engagements multiples présentent une opinion globalement positive des Collectivités Territoriales. Ces dernières sont décrites comme des partenaires réguliers et de proximité, malgré des critiques sur le manque de lisibilité de leurs attentes et de leur fonctionnement ainsi que sur la lourdeur de la bureaucratie. D'autres difficultés, récurrentes, sont rapportées par les citoyens : tout d'abord, la nécessité de parler le langage des Collectivités, perçu comme formaté ; ensuite la difficulté d'identifier les acteurs pertinents et compétents en fonction du contexte. La vision de l'Etat Central est plus sévère : il apparaît comme lointain, et peu à même de soutenir et d'accompagner l'engagement des citoyens.

Nous pouvons faire l'hypothèse que la recherche de financements publics par les associations a favorisé une meilleure connaissance des institutions. *A contrario*, l'établissement de relations avec ces acteurs est moins fondamental pour les collectifs informels.

Les citoyens impliqués dans ces mouvements présentent en effet une connaissance moins approfondie des institutions publiques et des représentations globalement négatives à leur égard. Ils ne présentent pas de distinctions entre acteurs territoriaux et centraux. De manière générale, deux tendances peuvent être observées.

Une partie des citoyens concernés expriment une critique relativement radicale de l'Etat et des institutions. Les principaux arguments sont les suivants : l'Etat ne serait pas l'expression de l'intérêt général mais aux mains d'intérêts privés ou particuliers ; l'Etat ne serait pas en capacité de connaître et donc de favoriser l'épanouissement des besoins individuels ; l'Etat serait inaccessible aux citoyens. Cette critique ne signifie pas pour autant une remise en cause de son existence puisque l'immense majorité précise que les services publics doivent être maintenus et le désengagement de l'Etat freiné.

Une autre partie des collectifs informels se développe en parallèle des institutions publiques. Cette absence de liens n'est pas nécessairement justifiée par un discours politique ou un positionnement militant. Elle se présente dans certains cas comme un impensé de la part des citoyens rencontrés.

L'étude du rapport des citoyens rencontrés au Politique conduit à distinguer deux principaux groupes. D'un côté, les bénévoles associatifs et les membres de collectifs informels présentent une méfiance importante à l'égard du monde politique « partisan » (élus et partis politiques). Celui-ci est décrit comme un lieu de luttes de pouvoir et d'entre soi déconnecté de l'intérêt général.

Néanmoins, la plupart de ces citoyens considèrent leur propre engagement (associatif, informel, dans les instances de démocratie participative) comme politique. Ce positionnement a été qualifié par Jacques Ion d' « idéalisme pragmatique »¹⁰. Les individus impliqués dans des associations ou des mouvements informels expriment le sentiment que leur engagement est plus efficace ainsi. Ils font le choix d'une action concrète, souvent sectorielle, qui peut cependant traduire une volonté de changement social. Le sociologue précise, et c'est visible à travers les entretiens, que l'importance donnée par les citoyens au résultat n'empêche pas

¹⁰ ION Jacques, interview réalisé par Catherine Foret, [En ligne]. [Page consultée le 15 avril 2014] in http://www.millenaire3.com/uploads/tx_reesm3/Jacques_Ion.pdf.

des réflexions plus larges. Il semble également que ces formes d'engagement permettent au citoyen de mesurer son propre impact dans la conduite et la réalisation de projet.

Naturellement, la vision n'est pas la même au sein des partis politiques. La légitimité accordée à l'Action Publique et au politique est plus importante. L'Etat est décrit à plusieurs reprises comme une institution en perpétuelle construction, à laquelle chacun pourrait prendre part.

En prenant de la hauteur, il est possible de remarquer que l'un des points de fracture entre les formes d'engagement réside dans le rôle attribué aux citoyens, aux élus et aux institutions publiques dans la conduite du changement.

B. Les rôles des élus, des acteurs publics et des citoyens dans la conduite du changement

Il semblait intéressant de questionner les enquêtés sur leur vision de la place et du rôle des citoyens dans la construction et la transformation de la société. Cette interrogation devait permettre aux enquêtés, de manière indirecte, de se positionner vis-à-vis des élus, des services administratifs ou des experts. A travers les discours recueillis, de grandes tendances émergent et se révèlent une fois encore très liées aux grands formats d'engagement.

De manière relativement claire, si les bénévoles d'associations reconnaissent à l'Etat un rôle de cadre, ils situent l'innovation politique et sociale du côté de la société civile. Le rôle des acteurs publics serait donc de soutenir, d'accompagner voire de généraliser des projets et des actions menés par des collectifs citoyens. Par ailleurs, il est possible d'observer une critique assez récurrente de la segmentation des compétences et des légitimités entre experts, élus et citoyens. Les enquêtés appellent fréquemment à la reconnaissance et à la mobilisation par les élus de savoirs citoyens de natures diverses : savoirs d'usage, facultés de jugement, savoirs politiques et capacités à penser la société...

Les citoyens impliqués dans des collectifs informels tiennent une position proche, si ce n'est qu'une fois encore les liens avec les acteurs publics sont moins revendiqués ou recherchés. Les initiatives citoyennes doivent se développer, se rencontrer et se renforcer en parallèle des institutions.

Les individus caractérisés par des formats d'engagement pluriels justifient pour la plupart leur adhésion à un parti politique par leur conviction qu'un changement profond de société ne saurait advenir que par l'action politique.

Enfin, les militants des partis politiques rencontrés expriment une vision toute autre. La légitimité et le pouvoir seraient davantage entre les mains d'élus qui pourraient néanmoins déléguer une part de leur champ d'intervention aux citoyens ou aller chercher des opinions et des expériences auprès de la société civile.

Conclusion : Quels enjeux travailler pour favoriser et soutenir l'engagement ?

La réalisation de 74 entretiens semi-directifs devait nous permettre de mieux comprendre de quelle manière se construisent et sont vécues les trajectoires d'engagement citoyen. Les enseignements sont riches et doivent venir questionner les pratiques des associations, des partis politiques, des syndicats, des collectifs et des institutions publiques.

Afin de favoriser l'émergence d'une réflexion partagée plus opérationnelle, des groupes de travail ont été construits, mêlant acteurs publics, associatifs, membres de collectifs informels, chercheurs et étudiants. Au fil des échanges et en analysant les entretiens, ils ont identifié des enjeux à travailler pour soutenir et favoriser l'engagement des citoyens sur leur territoire. Parce qu'ils concernent toutes les structures en prise avec ces questionnements, nous nous proposons de les restituer :

- **Enjeu 1 « Les déclics »** : Comment provoquer des déclics émotionnels et cognitifs conduisant les citoyens à s'engager ? Comment solliciter et accompagner les citoyens suite aux déclics afin qu'ils les traduisent en engagement faisant sens pour eux ?
- **Enjeu 2 « La reconnaissance et la valorisation de l'engagement citoyen »** : Comment reconnaître les citoyens en amont de l'engagement afin qu'ils se sentent légitimes à agir ? Comment valoriser l'engagement des personnes et le temps donné ? Quelle reconnaissance par le groupe, par les individus et par les institutions publiques ?
- **Enjeu 3 « Le pouvoir d'agir citoyen »** : Comment permettre aux citoyens d'acquérir confiance en eux-mêmes et sentiment de légitimité afin qu'ils participent à la construction de la société ? Comment leur permettre de développer des compétences et des savoirs leur permettant de comprendre et d'agir sur leur territoire ? Comment favoriser la transmission de savoirs et d'expériences au sein des structures ?

- **Enjeu 4 : « Le temps de l'engagement »** : Comment permettre aux citoyens de dégager du temps pour leur engagement ? Comment faire reconnaître l'engagement comme une composante essentielle dans la construction de la société ?

Ces enjeux sont autant de pistes de travail que pourront se réapproprier les structures et les institutions à la recherche de projets ou de mesures destinés à soutenir et à favoriser l'engagement des citoyens.

Bibliographie :

- BACQUE Marie-Hélène et BIEWENER Carole, L'empowerment. Une pratique émancipatrice, Paris, La Découverte, 2013.
- FRANCE BENEVOLAT, La situation du bénévolat en France en 2013, Rapport, Paris, 2013, pp. 1-18.
- ION JACQUES, S'engager dans une société d'individus, Jacques Ion, Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 2012, pp. 1-214.
- ION Jacques, interview réalisé par Catherine Foret, [En ligne]. [Page consultée le 15 avril 2014] in http://www.millenaire3.com/uploads/tx_ressm3/Jacques_Ion.pdf
- MATHIEU Lilian, 2013, Engagement associatif, militantisme politique : entre parcours individuels et évolutions structurales, Communication proposée lors du Festival Mode d'Emploi, Journée « L'infra-politique : une autre manière de faire de la politique ».